

M. l'Orateur: A l'ordre. Cette question est hypothétique et constitue une requête. La parole est au député de Crowfoot pour une question supplémentaire.

QUÉBEC—LA GRÈVE DES DÉBARDEURS—L'ATTITUDE DE L'ASSOCIATION DES EMPLOYEURS MARITIMES

M. J. H. Horner (Crowfoot): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre du Travail. L'Association des employeurs maritimes a-t-elle indiqué qu'elle était prête à négocier de bonne foi afin de mettre fin à cette grève des débardeurs?

L'hon. Martin P. O'Connell (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je rencontre ce soir le conseil d'administration et le président de l'Association des employeurs maritimes.

M. Raymond Rock (Lachine): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. Étant donné que le ministre du Travail n'est pas intervenu immédiatement pour mettre fin à la grève, envisage-t-il de permettre au ministre du Travail du Québec d'intervenir comme M. Cournoyer a déclaré qu'il le ferait si le fédéral n'agissait pas immédiatement?

M. l'Orateur: A l'ordre. Cette question a déjà été posée hier.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

CONFÉRENCE DE STOCKHOLM—APPLICATION DES MESURES DE CONTRÔLE DE LA POLLUTION À L'UNION SOVIÉTIQUE ET AUX AUTRES PAYS COMMUNISTES—COTISATION AU FONDS DE L'ENVIRONNEMENT

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. On rapporte à la conférence des Nations Unies sur l'environnement humain, que quelque 200 recommandations ayant en vue le contrôle de la pollution ont été soumises; elles devront être, bien sûr, ratifiées l'automne prochain par l'Assemblée générale de cet organisme. Comme l'Union soviétique et d'autres pays d'Europe de l'Est, à l'exception de la Roumanie et de la Yougoslavie, n'ont pas participé à cette conférence, les propositions présentées à Stockholm, notamment celles qui traitent de la pollution par le pétrole en haute mer, engageront-elles l'Union soviétique et fera-t-on un effort spécial d'ici jusqu'à l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations Unies, en automne, pour obtenir l'accord des pays communistes sur les recommandations de la conférence?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, je suis persuadé que l'Assemblée générale des Nations Unies adoptera ces principes qui, de ce fait, lieront également les quelques pays, comme l'URSS, qui n'ont pas participé à la conférence. J'ai l'impression que ces pays les approuvent en substance. Je ne peux répondre à la seconde partie de la question relative à des tractations qui pourraient entretemps avoir lieu dans les coulisses; peut-être le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il renseigner le député à ce sujet.

M. Crouse: On rapporte que le Canada a proposé de contribuer pour 7.5 millions de dollars au fonds de 100 millions de dollars institué pour la protection de l'environnement. L'Union soviétique et les pays communistes parti-

ciperont-ils à ce fonds et quels sont les critères que les gestionnaires du fonds adopteront pour dédommager les pays en voie de développement de la perte commerciale qu'ils subiront par suite de l'application des nouvelles normes sur l'environnement?

L'hon. M. Davis: Monsieur l'Orateur, j'ignore si l'URSS et les autres pays du bloc communiste contribueront au fonds. Une demi-douzaine de pays participant à la conférence de Stockholm ont volontairement fixé le montant de leurs contributions à ce fonds qui servira essentiellement à de nouveaux programmes de protection de l'environnement et non point à compenser des pertes commerciales.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'INCIDENT À LA MAISON DU QUÉBEC À PARIS RELATIF À L'INSIGNE DU DRAPEAU CANADIEN

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. L'a-t-on informé qu'un groupe de Canadiens, parmi lesquels le conseiller Séguin de Hull, ont été requis par le délégué culturel du Québec, M. Yves Michaud, lors d'une récente visite qu'ils faisaient à la Maison du Québec à Paris, de retirer de leur boutonnière l'insigne du drapeau canadien, M. Michaud prétextant y voir de la provocation, vu que la Maison du Québec était une partie extraterritoriale de cette province? Si ce fait est avéré, qu'a dit le ministre ou qu'a-t-il fait à ce propos?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): On ne m'a jamais rapporté cette histoire, monsieur l'Orateur.

* * *

LES TRANSPORTS

L'UTILISATION DES SIRÈNES AUTOMATIQUES—DEMANDE DE RÉEXAMEN

M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports à l'égard des sirènes enroutées. Étant donné qu'on s'est plaint que les nouvelles sirènes automatiques qu'installe le ministère à certains endroits faisaient courir un risque inutile aux gens et aux biens—je peux citer le phare de Leonard Island en exemple—le ministre réexaminerait-il sans tarder tout le programme relatif à l'utilisation de sirènes automatiques, afin d'établir s'il conviendrait ou non d'en revenir aux vieilles sirènes à air infallibles que tout le monde était forcé d'entendre, que cela leur plaise ou non?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà entrepris cette étude, étant donné que bon nombre de pêcheurs de la côte est se sont plaints à moi de la même chose. Les prétendues autorités en la matière disent que les sirènes automatiques sont plus efficaces, mais les gens qui s'en servent contestent la chose, et j'essaie d'établir lequel de ces deux points de vue divergents est le bon.